



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria  
du 2 au 6 juin 2025

### Une croissance économique atone au premier trimestre 2025 (StatsSA)

Selon l'Agence nationale de statistiques (StatsSA), le PIB a progressé de 0,1 % au cours du premier trimestre 2025 (évolution trimestrielle corrigée des variations saisonnières), après une progression de 0,4 % au trimestre précédent. Sur le plan sectoriel, seuls quatre secteurs sur dix ont enregistré une progression de leur activité au cours de la période. Les principaux moteurs de la croissance économique ont été l'agriculture (+15,8 %, soit une contribution positive de 0,4 point), portée notamment par les sous-secteurs de l'horticulture et des produits animaux, le transport (+2,4 %, soit +0,2 point), le commerce (+0,5 %, soit +0,1 point), et les services financiers (+0,2 %, soit +0,1 point). Plusieurs secteurs clés ont enregistré une contraction, à commencer par l'industrie manufacturière (-2,0 %, soit -0,2 point), dont sept divisions sur dix (en particulier celles des produits pétroliers, des produits chimiques, des produits alimentaires et de l'automobile) ont enregistré un recul. Le secteur minier s'est également replié (-4,1 %, soit -0,2 point), en raison du déclin des métaux du groupe platine. Le poste « électricité, gaz et eau » (-2,6 %, soit -0,1 point) a souffert d'une baisse de la production et de la consommation, tandis que la construction (-3,8 %, soit -0,1 point) a été affectée par le ralentissement des activités liées aux bâtiments résidentiels et aux travaux de génie civil.

Du point de vue de la demande, la croissance a été soutenue par la consommation finale des ménages (+0,4 %, soit une contribution de +0,3 point), portée principalement par les dépenses en transport, en alimentation et boissons non alcoolisées, en services de restauration et d'hôtellerie, ainsi qu'en santé. Les exportations ont également progressé (+1,0 %, soit +0,3 point). La croissance a toutefois pâti de la hausse des importations (+2,0 %, soit une contribution négative de -0,6 point) et du repli de la formation brute de capital fixe (-1,7 %, soit -0,2 point). Cette performance est plus favorable qu'anticipé (consensus Bloomberg à -0,1%). À noter que les autorités sud-africaines ont récemment révisé à la baisse leurs prévisions de croissance pour 2025 (1,4 % au lieu de 1,9% précédemment pour le National Treasury ; 1,2% au lieu de 1,7% pour la Banque centrale). Celles-ci restent toutefois supérieures à celles des observateurs internationaux (1,0% pour le FMI ; 0,8% pour la Banque africaine de développement).

## Sommaire:

### Afrique Australe

- L'Union européenne dévoile 13 projets stratégiques en dehors de l'UE pour sécuriser son approvisionnement en matériaux critiques dont trois en Afrique australe (*Intellinews*)
- Le navire câblé d'Orange Marine Léon Thévenin répare un câble internet sous-marin au large de la Namibie (*MyBroadband*)
- La Banque africaine de développement lance une facilité de soutien aux marchés carbone en Afrique (*RMB*)

### Afrique du Sud

- Anglo American finalise la scission de son activité dans les métaux du groupe platine (PGM) (*Mining Technology*)
- L'Afrique du Sud lance la phase de conception de sa nouvelle compagnie maritime nationale, SASCO (*Agence Ecofin*)

### Angola

- Les bénéfices de Sonangol chutent de 21 % en 2024 (*Expansao*)
- L'économie a progressé de 3,5 % au premier trimestre 2025 (*INE*)

### Malawi

- Le FMI conclut sa mission annuelle d'analyse économique « Article IV » au Malawi (*FMI*)

### Zimbabwe

- Le Zimbabwe présente un plan de 9 Mds USD, dans le cadre de la Mission 300, pour doubler d'ici 2030 sa production d'énergies renouvelables (*Moneyweb*)

# Afrique Australe

## **L'Union européenne dévoile 13 projets stratégiques en dehors de l'UE pour sécuriser son approvisionnement en matériaux critiques dont trois en Afrique australe (Intellinews)**

Le 4 juin 2025, la Commission européenne a officiellement présenté une liste de 13 projets stratégiques situés hors de l'UE, visant à renforcer sa sécurité d'approvisionnement en matériaux critiques et accélérer sa transition énergétique tout en soutenant le développement économique des pays partenaires. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du *Critical Raw Materials (CRM) Act*, entré en vigueur en mai 2024, et complète les 47 projets déjà identifiés au sein de l'Union en mars 2025.

Avec ce total de 60 projets, l'UE cherche à investir dans des chaînes d'approvisionnement résilientes et durables, essentielles à ses ambitions industrielles et climatiques, notamment dans les domaines de la mobilité électrique, des énergies renouvelables, de la défense et de l'aéronautique.

Trois projets se situent en Afrique australe et plus précisément en Afrique du Sud, en Zambie et au Malawi, mettant en avant l'engagement de l'Union Européenne pour le développement du continent africain. Un quatrième projet se situe à Madagascar.

Le projet porté par Kobaloni Energy en Zambie permettra la construction de la première raffinerie africaine de cobalt sulfate conforme aux normes européennes pour batteries de véhicules électriques. Ce projet positionne la Zambie, un des principaux producteurs mondiaux de cuivre, comme leader africain sur les chaînes de valeur des matériaux critiques et devrait bénéficier à la population locale en créant des emplois qualifiés.

Au Malawi, le projet Songwe Hill d'extraction de terres rares, développé par la société canadienne Mkango Resources, est également soutenu par l'UE. Pour rappel, ces dernières sont essentielles à la

fabrication d'aimants pour moteurs électriques, de capteurs, de turbines et d'équipements militaires. Il devrait là aussi permettre de développer l'économie malawite via des investissements directs, des infrastructures et de la formation des populations locales.

En Afrique du Sud, le projet Zandkopsdrift dans la province du *Northern Cape* est développé par *Frontier Rare Earths*. Il s'agit de l'un des plus grands gisements de terres rares du continent africain, avec une capacité de production estimée à 17 000 tonnes de terres rares par an et 100 000 tonnes de manganèse sulfate de qualité batterie par an. Il est estimé que près de 40 ans de production soit possible. Là encore, ces minerais stratégiques sont essentiels à la production de batteries électriques.

## **Le navire câblé d'Orange Marine Léon Thévenin répare un câble internet sous-marin au large de la Namibie (MyBroadband)**

Le navire câblé d'Orange Marine Léon Thévenin a quitté le port du Cap le 29 juin 2025 et se situe au large de la Namibie afin de réparer une section défectueuse du câble internet sous-marin *West Africa Cable System (WACS)*. La réparation qui devrait durer les deux premières semaines de juin doit permettre d'améliorer la connectivité en Afrique australe, ralentie par cette panne.

Pour rappel, le WACS est un câble sous-marin construit par Alcatel-Lucent et reliant l'Afrique du Sud au Royaume-Uni en passant par l'océan Atlantique, au large de l'Afrique. Il est essentiel pour la connectivité de l'Afrique australe. Le *Thévenin* est régulièrement assigné à des tâches de réparations de câbles sous-marins dans la région et a notamment réparé au cours des deux dernières années les câbles sous-marins *Eastern Africa Submarine System (EASSy)*, *Seacom*, *WACS*, *Africa Coast to Europe (ACE-ASN)*, *MainOne (Subcom)*, et *SAT-3 cables (ASN)*.

## La Banque africaine de développement lance une facilité de soutien aux marchés carbone en Afrique (RMB)

La Banque africaine de développement (BAfD) a annoncé lors de son assemblée annuelle à Abidjan la création prochaine d'une « *Africa Carbon Support Facility* », initiative visant à mobiliser des financements essentiels pour un continent particulièrement vulnérable au changement climatique. Cette facilité, encore en phase de conception, aidera les gouvernements africains à établir des cadres politiques et réglementaires solides pour le commerce des crédits carbone, tout en renforçant l'offre, la demande et les infrastructures de marché nécessaires à leur développement. L'objectif est d'intégrer les crédits carbonés africains (principalement issus de l'industrie forestière, de l'agriculture et de l'usage des terres) sur les bourses locales et de les orienter vers les marchés de compensation réglementés, où les prix peuvent être jusqu'à dix fois plus élevés que sur les marchés volontaires.

Cette initiative intervient sous la nouvelle présidence de Sidi Ould Tah, ancien ministre des Finances de Mauritanie, dont le mandat s'annonce déterminant pour promouvoir la croissance verte et le financement climatique en Afrique. Face à un financement climatique mondial dont l'Afrique ne capte qu'environ 1 %, cette stratégie marque une étape clé pour valoriser les ressources naturelles du continent et renforcer sa résilience aux défis climatiques.

Ce budget, à la fois prudent et réaliste, s'inscrit dans une trajectoire ambitieuse. Les pressions budgétaires latentes (subventions sociales, entreprises publiques, dettes municipales) restent toutefois largement hors cadre et pourraient compromettre l'objectif de réduction du déficit à 3,2 % d'ici 2027/28. La soutenabilité de cet ajustement repose désormais sur la stabilité politique du GNU, la discipline en matière de dépenses et l'avancée des réformes structurelles.

## Afrique du Sud

### Anglo American finalise la scission de son activité dans les métaux du groupe platine (PGM) (*Mining Technology*)

Anglo American a achevé la scission d'environ 51 % de sa participation dans Amplats, sa branche numéro mondial des métaux du groupe platine (PGM), désormais indépendante sous le nom de Valterra Platinum. Approuvée par les actionnaires le 30 avril 2025, la séparation a pris effet le 31 mai, avec une consolidation des actions effective depuis le 1er juin. Anglo American conserve une participation de 19,9 %, qu'elle prévoirait de céder progressivement.

L'opération s'inscrit dans une stratégie visant à recentrer le groupe sur ses activités clés : cuivre, minerai de fer haut de gamme et nutriments agricoles. En effet, la volatilité des marchés des PGM, affectés par la baisse de la demande en Chine et la croissance du marché des véhicules électriques, qui ne disposent pas de pots d'échappement, et n'ont donc pas besoin de catalyseurs en palladium, ont poussé Anglo American à se séparer d'Amplats. Le géant minier a par ailleurs aussi cédé récemment certains de ses actifs dans le secteur du charbon à coke et lancé le processus formel de vente de De Beers, numéro 2 mondial des diamants.

### L'Afrique du Sud lance la phase de conception de sa nouvelle compagnie maritime nationale, SASCO (*Agence Ecofin*)

Le ministère des Transports sud-africain a mis en place un comité de pilotage pour le lancement de la *South African Shipping Company* (SASCO). Pour rappel, depuis le rachat en 1999 par l'armateur danois Maersk de l'ancienne compagnie maritime nationale, Safmarine, l'Afrique du Sud ne dispose d'aucune compagnie nationale, et ne compte que trois navires de commerce portant son pavillon.

Ce comité de pilotage devrait réunir le ministère, des acteurs du secteur maritime, la *Development Bank of Southern Africa* (DBSA), ainsi que l'organe public de soutien au développement industriel, l'*Industrial Development Corporation* (IDC). Leur tâche sera d'élaborer le modèle de l'entreprise, en étudiant les différentes possibilités de structuration tout en assurant une viabilité économique et financière.

Le projet SASCO s'inscrit dans la *Comprehensive Maritime Transport Policy*, politique adoptée en 2017 qui vise à améliorer le système de transport maritime sud-africain pour soutenir le développement socio-économique du pays et à renforcer sa souveraineté.

## Angola

### Les bénéficiaires de Sonangol chutent de 21 % en 2024 (*Expansao*)

Si Sonangol maintient des profits élevés, ceux-ci sont en baisse régulière par rapport à 2021, où ils avaient atteint 2,1 Mds USD en 2021. Cette tendance baissière s'explique par plusieurs facteurs, tels que la perte de la fonction de concessionnaire au profit de l'Agence nationale du pétrole et du gaz (ANPG) en 2019, qui représentait plus de la moitié du chiffre d'affaires. Pour 2024, la moindre rentabilité s'explique par la baisse de 2 % de la production de pétrole et par la diminution du prix international moyen du baril, passé à 80,14 USD après 81,99 USD en 2023. La dette de l'Etat envers Sonangol a par ailleurs atteint 7,5 Mds USD fin 2024 (deuxième créancier de l'Etat). Une grande part des créances de Sonangol auprès de l'Etat provient des subventions sur les prix des carburants. L'entreprise publique importe des produits pétroliers, principalement aux prix de marché en dollars, et les vend sur le marché intérieur en kwanzas à un prix fixé par l'Etat (identique dans toutes les stations-services du pays), nettement inférieur au coût réel.

Dans l'activité de raffinage et de pétrochimie, la raffinerie de Luanda (la seule opérationnelle du pays aujourd'hui) a enregistré en 2024 un taux d'utilisation moyen de 75 % (3 points de pourcentage au-dessus de 2023), ce qui a permis d'atteindre une part d'autonomie

moyenne des produits raffinés localement d'environ 28 %, le solde provenant des importations.

### L'économie a progressé de 3,5 % au premier trimestre 2025 (*INE*)

Selon l'Institut national de la statistique (*INE*), le PIB a augmenté de 3,5 % au T1 2025 par rapport à la même période en 2024. L'économie enregistre ainsi une croissance supérieure au taux de croissance démographique, qui est d'environ 3,2 %. L'extraction de diamants, de minéraux métalliques et non métalliques a grimpé de 51,4 % au cours de cette période, suivie par les postes et télécommunications (+26,7 %) et le commerce (+10,4 %). Les secteurs de la pêche et de l'aquaculture (+8,3 %), de la construction (+5,3 %), de l'électricité et de l'eau (+4,9 %), des transports et des services immobiliers et de location (+2,9 %), de l'entrepôt (+1,4 %) et les autres services (+8,4 %) figurent également sur la liste des secteurs qui ont contribué à la croissance du PIB. En revanche, le secteur pétrolier, qui a enregistré une baisse de 4,4 %, et les services d'hébergement et de restauration et l'intermédiation financière et d'assurance, qui ont chuté respectivement de 2,5 % et 0,6 %, ont enregistré les plus mauvaises performances au premier trimestre. Il convient de rappeler que le FMI a révisé à la baisse la croissance de l'économie angolaise à 2,4 % pour l'année 2025, soit une baisse de 0,6 point de pourcentage par rapport aux 3,0 prévus en janvier. Les prévisions du FMI sont plus pessimistes que celles d'autres institutions. La Banque mondiale, par exemple, dans son rapport *Pulse of Africa*, prévoit une croissance de 2,7 %, et la Standard Bank une croissance de 2,9 %. Le gouvernement, en revanche, est plus optimiste, prévoyant une croissance d'environ 3,8 %, révisée à la baisse par rapport aux 4,1 % prévus dans le budget 2025.

# Malawi

## Le FMI conclut sa mission annuelle d'analyse économique « Article IV » au Malawi (FMI)

À l'issue de sa mission annuelle d'analyse économique (dite mission « Article IV »), menée du 22 mai au 3 juin, le Fonds Monétaire International (FMI) a publié ses premières conclusions. L'institution monétaire dresse un constat préoccupant, pointant une série de déséquilibres économiques persistants dans un contexte de fragilités structurelles. La croissance, freinée par la sécheresse, les pénuries de carburant et l'instabilité du marché des devises, ne devrait atteindre que 2,4% en 2025, après +1,8% en 2024. L'inflation reste particulièrement élevée (prévision de 29% en moyenne sur 2025), alimentée par la flambée des prix du maïs, l'expansion monétaire et un écart croissant entre le taux de change officiel et celui du marché parallèle (le dollar s'échange à 3 000 MWK sur le marché noir, contre un taux officiel stable de 1 751 MWK pour un dollar). Sur le plan extérieur, le déficit courant s'est creusé à 22% du PIB en 2024 (contre 18% en 2023), en raison d'une hausse des importations et de la faiblesse persistante des exportations. Le FMI qualifie les réserves de change de « critiquement faibles » et souligne les distorsions créées par le régime de change à double taux. L'institution monétaire préconise une nouvelle dévaluation de la devise locale, catégoriquement refusée par le gouverneur de la *Reserve Bank of Malawi*, Dr. Mafuta Mwale. La situation budgétaire reste également préoccupante, et les besoins de financement intérieur alimentent la pression inflationniste. Le Malawi demeure en situation de surendettement extérieur ; l'institution encourage les autorités à intensifier les discussions avec les créanciers commerciaux afin d'ouvrir la voie à une restructuration.

Dans un contexte marqué par la tenue des élections générales en septembre 2025, les autorités malawites élaborent un programme de réformes économiques dit « homegrown ». Le FMI souligne l'urgence de sa mise en œuvre afin de restaurer la stabilité macroéconomique, renforcer la

confiance des investisseurs et relancer une croissance inclusive et durable.

# Zimbabwe

## Le Zimbabwe présente un plan de 9 Mds USD, dans le cadre de la Mission 300, pour doubler d'ici 2030 sa production d'énergies renouvelables (Moneyweb)

Lors d'une conférence organisée dans le cadre de la promotion d'un programme d'électrification de l'Afrique subsaharienne, le Zimbabwe a dévoilé un plan de 9 Mds USD afin de soutenir le développement de sa production d'énergie.

Malgré de nombreuses ressources énergétiques, notamment renouvelables (solaire, hydraulique), encore 38 % de la population n'a pas accès à l'électricité selon la Banque Mondiale (chiffres de 2023). Le Zimbabwe souffre par ailleurs d'une crise énergétique grave marquée par des coupures de courant atteignant jusqu'à 18 heures par jour en moyenne. Ces délestages électriques sont liés à la sécheresse qui impacte la production électrique du pays, principalement dépendante de l'hydroélectricité. La situation est encore aggravée par la difficile situation macroéconomique du pays, qui ne dispose d'aucune marge de manœuvre budgétaire.

Ce plan ambitionne de doubler la production d'électricité du Zimbabwe à partir de centrales hydroélectriques, éoliennes, solaires et de biomasse. Il s'inscrit dans le cadre de la Mission 300 de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement, qui a pour objectif de financer et développer l'accès à l'électricité pour 300 millions de personnes en Afrique subsaharienne d'ici 2030.

Le Zimbabwe prévoit ainsi des investissements de 3,81 Mds USD pour la production d'énergie (90 % privé), 968 M USD pour le transport et 147 M USD pour la distribution (80 % public), et 2,97 Mds USD pour l'accès au réseau (100 % public). S'y ajoutent 405 M USD pour les systèmes solaires domestiques et 792 M USD pour la cuisson propre, tous deux financés à 70 % par des investisseurs privés.

Cette décision suit l'agenda Mission 300 de la Banque Mondiale qui vise l'accès à l'électricité à 300 millions de personnes supplémentaires en Afrique Subsaharienne d'ici 2030, *via* des investissements dans les énergies renouvelables (solaire, hydraulique, éolien) et l'amélioration et l'expansion des réseaux électriques et de solutions alternatives comme les mini-réseaux.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

[jade.plancke@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.plancke@dgtresor.gouv.fr), [nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : [jade.plancke@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.plancke@dgtresor.gouv.fr), [nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr)